



29 novembre
journée internationale de solidarité
avec le peuple palestinien.



N°27 • Novembre 2012 • FS 4.- • EUR 2.50.- • Revue trimestrielle

Articles rédigés ou traduits par le :

Collectif Urgence Palestine - Vaud,

Case postale 5724, 1002 Lausanne, Suisse

Email : info@cupvd.ch / Internet : www.urgencepalestine.ch

SOMMAIRE

EDITORIAL

Israël - Nouvelles élections sur fond de bruits de bottes.....1

TRIBUNAL RUSSELL

Appliquer le droit international, arrêter le sociocide en Palestine.....3

Adresse de soutien de Rémy Pagani.....4

DEMANDE D'ADMISSION DE LA PALESTINE à L'ONU

Elias Sanbar – les Palestiniens n'en peuvent plus d'attendre.....5

TEMOIGNAGES

Association israélienne – New ProfileTent of Nations à Nahalin.....10

La santé mentale dans les Territoires Palestiniens Occupés.....13

PRISONNIERS

Danger de mort imminent pour un prisonnier en grève de la faim.....21

BLOCUS DE GAZA

Encore un navire solidaire arraisonné dans les eaux internationale.....23

BOYCOTT-DESINVESTISSEMENT-SANCTIONS

LETTRE aux gérants et gérantes des magasins COOP.....25

AGENDA

Pully: Contes de Palestine.....27

Conférence et film, Lausanne, dimanche 2 déc.....29

Rencontres cinématographiques Genève, 29 nov. au 2 déc.....30

Appel pour le Forum Social Mondial Palestine Libre.....31

Lausanne: Marché de Noël de la FEDEVACO.....32

A LIRE

Un Etat commun entre le Jourdain et la mer.....33

THEATRE

JENINE - The Freedom Theatre.....35

Israël - Nouvelles élections sur fond de bruits de bottes

Michel Warschawski

À la demande du gouvernement, le parlement israélien vient de voter la loi de dissolution et de fixer les prochaines élections parlementaires pour le 22 janvier prochain.

Rien ne menaçait la stabilité de la coalition de droite au pouvoir depuis trois ans : la droite extrême voit ses objectifs réalisés et toutes les tentatives de mettre un frein à ses projets colonisateurs, par la Cour suprême par exemple, sont mis en échec par de nouvelles lois totalement antidémocratiques ; les partis religieux intégristes sont inondés d'aides pour leurs institutions (et les poches de certains de leurs dirigeants) ; quant à l'opposition du centre (Kadima) et du centre gauche (les restes du parti travailliste et le Meretz), elles sont dans un état de décomposition sans précédent. Tous les sondages le confirment, la droite a de bonnes chances de se renforcer encore aux prochaines élections, même si, au sein de cette droite, le Likoud peut perdre quelques points au profit de ses alliés encore plus à droite. Alors pourquoi dans ce cas des élections anticipées ?

Un rempart électoral aux pressions américaines et à la grogne populaire

La première raison est liée à un trait de caractère de l'Israélien qui n'aime pas attendre et adore l'excitation qui accompagne les redistributions de cartes. C'est une des raisons pour lesquelles depuis les années soixante-dix toutes les élections ont été anticipées.

La seconde raison est d'ordre stratégique: tout en espérant une victoire de Romney aux élections présidentielles étatsuniennes, et en s'investissant publiquement dans cette campagne, Netanyahu sait qu'Obama a de bonnes chances d'être réélu. Dans ce cas, il pourrait être tenté de mettre en œuvre les lignes développées dans son discours du Caire et de régler quelques comptes avec les néoconservateurs israéliens qui n'ont pas hésité à l'humilier publiquement à plusieurs occasions. Le chef du Likoud veut pouvoir opposer à d'hypothétiques pressions américaines un mandat populaire le plus large possible.

La troisième raison est liée au contexte social israélien. Si pour l'instant l'économie israélienne est épargnée par la crise et que les indicateurs économiques utilisés par les institutions financières internationales sont plutôt positifs, les risques d'un mouvement social sont réels. Certes, les grandes mobilisations de l'été 2011 n'ont pas pu être renouvelées l'année suivante, mais le sentiment général dans le public, et en particulier les classes moyennes, est que les maux qu'ils dénonçaient, à savoir les effets d'un néolibéralisme débridé et d'une dérégulation généralisée, n'ont fait qu'empirer. Netanyahu est un intégriste du néolibéralisme comme on n'en fait plus, un ami des riches qui ne cache pas son mépris envers les couches populaires. Même les timides recommandations de la Commission Trachtenberg que Netanyahu avait été

obligé de mettre en place à la suite des immenses manifestations de l'été 2011 ont été rejetées par le gouvernement, et nombreux sont les Israéliens qui se déclarent prêts à sortir une fois de plus dans la rue, mais cette fois-ci ouvertement contre le gouvernement.

Un réveil nécessaire

Ce qui, par contre, est moins évident, c'est l'éventuel réveil d'un mouvement antiguerre susceptible de créer un mouvement efficace contre une attaque dite préventive contre l'Iran. Le paradoxe de ces derniers mois, c'est que, à l'exception de quelques centaines de militants, l'opposition à la guerre provient des cercles militaires – anciens généraux et chefs des services de renseignements dont les prédictions catastrophistes en cas d'attaque contre l'Iran font les titres des quotidiens. Si les sondages montrent une large majorité contre la guerre, rares sont ceux qui expri-

ment leurs craintes à travers la mobilisation. Tout se passe comme si on faisait confiance à Obama pour calmer le jeu.

Mais la question qui accompagne d'une manière récurrente les relations Israël-USA, reste d'actualité : qui bouge qui, le chien américain bouge-t-il la queue israélienne, ou, comme le disait Ariel Sharon, « chez nous c'est la queue qui arrive souvent à faire bouger le chien ».

jeudi 25 octobre 2012

Publié dans : Hebdo Tout est à nous !

Latuff



Appliquer le droit international, arrêter le *sociocide* en Palestine

La 4e session du Tribunal Russell sur la Palestine les 6 et 7 octobre à New York a examiné les responsabilités de l'ONU et la complicité des USA dans les violations continues par Israël du droit international au dépens du peuple palestinien.

Impossible de rendre compte de toute la richesse des thèmes traités et des personnalités ayant participé aux travaux, nous nous limiterons donc à quelques-uns.

Quelques chiffres illustrent la complicité US avec la politique israélienne de violation à grande échelle du droit international au dépens du peuple palestinien. Leur appui économique s'est traduit par une aide cumulée à Israël de 115 milliards de dollars depuis la fin de la 2e Guerre mondiale. Sur le plan militaire, Israël reçoit 60% des financements étasuniens militaires à l'étranger. Sur le plan diplomatique, les USA ont été 43 fois la seule puissance à poser leur veto pour empêcher des résolutions critiques d'Israël. A la session de New York on a pu mesurer l'hostilité des Etats-Unis à l'égard des droits des Palestiniens avec les refus des visas d'entrée d'invités palestiniens connus: Leila Shahid et Raji Sourani.

Parmi les questions débattues, le concept de sociocide a occupé un volet de la session de New York. La nécessité d'ajouter ce concept à celui d'Apartheid, qui s'est imposé ces dernières années pour définir la politique israélienne, a été soutenue par l'historien et prof. de science politiques palestinien Saleh Abdel Jawad. La référence à l'Apartheid renvoie à l'Afrique du Sud sous domination coloniale blanche. Or la situation en Palestine montre aussi des différences importantes avec celle d'Afrique du Sud où les Noirs étaient largement majoritaires même après un siècle de colonisation, alors qu'en Palestine/Israël, les Palestiniens sont minoritaires; le régime de l'Apartheid était isolé sur la scène internationale, ce qui

n'est pas encore le cas d'Israël. Mais la différence concerne surtout les objectifs des colonisateurs: les blancs en Afrique du Sud avaient besoin de la force de travail des Noirs, alors que les Palestiniens ne font pas partie du projet socioéconomique israélien.

L'adoption du concept de sociocide a trouvé des oreilles attentives dans une partie du jury: Stéphane Hessel ainsi que les membres étasuniens (trois femmes noires: Cynthia Mc Kinney, ancienne parlementaire noire de Géorgie, Angela Davis et l'écrivaine Alice Walker ainsi que Dennis Banks, leader amérindien). Par contre, les juristes comme le sud-africain John Dugard (anc. rapporteur de l'ONU sur la Palestine) et l'avocat britannique Michael Mansfield plaidaient pour ne pas élargir le champ des accusations, argumentant que la Convention pour la prévention du crime d'Apartheid traite de presque tous les crimes qu'on peut associer au sociocide. Ils craignent que si l'on abandonne la demande d'appliquer les dispositifs juridiques existants, on donne aux partisans de la politique israélienne le prétexte pour prétendre que cette politique n'est pas attaquable avec les instruments du droit international actuel.

On reviendra sur cette session du Tribunal Russell à l'occasion d'une séance d'information à Genève à la mi-janvier 2012, avec la participation d'intervenants de la session de New York.

Tobia SCHNEBLI

*Source: Journal Solidarité, n° 215
11 octobre 2012*

Adresse de soutien de Rémy Pagani, Maire de la Ville de Genève à la quatrième session du Tribunal Russell sur la Palestine.

C'est un grand honneur pour moi de pouvoir vous adresser quelques mots de salutations, de soutien et d'encouragement pour votre action.

Le Conseil administratif de la Ville de Genève a décidé de soutenir cette session du Tribunal Russell parce que nous sommes convaincus que cette initiative citoyenne a un rôle indispensable pour faire avancer la cause des droits universels, des Droits humains, du Droit International, du Droit international humanitaire.

Genève, siège européen de l'ONU, siège du Comité International de la Croix-Rouge et ville où ont été codifiées les Conventions de Genève, est un observatoire privilégié, d'où on peut constater de près parfois quelques avancées mais aussi les difficultés et souvent l'impossibilité même de faire appliquer le droit international, de faire appliquer les résolutions de l'ONU, de faire respecter les Conventions de Genève.

Il n'appartient bien sûr pas aux villes d'intervenir dans la politique internationale qui est du ressort des Etats. Par contre nous estimons qu'il est tout à fait légitime, et pour une ville comme Genève c'est même un devoir, que d'appuyer des mouvements et des initiatives citoyennes de la société civile engagée qui revendiquent l'application universelle du droit international et des droits humains en général..

Je vous remercie et vous souhaite de bons travaux.

Le cas de la Palestine, le déni de droits dont souffre le peuple palestinien depuis plus de 60 ans est certainement l'un des cas les plus emblé-

matiques des blocages et des responsabilités de la communauté internationale des États dans la violation du droit international humanitaire et la non application du droit international en général. Et le refus systématique de respecter le droit international et les résolutions de l'ONU porte atteinte non seulement aux victimes directes des violations du droit mais, surtout, remet en question l'universalité même de ces droits

Mesdames, Messieurs du public,

Pour qu'en Palestine comme partout ailleurs la force du droit triomphe sur le droit du plus fort. Pour que la raison citoyenne devienne un contre-poids efficace aux raisons d'État,

Vous, les membres du jury qui avez résisté au péril de votre vie à la barbarie nazifasciste, vous qui avez lutté contre l'oppression raciale et sociale ici aux États-Unis et en Afrique du Sud, vous qui avez lutté contre la guerre en Irlande du Nord, vous, avec les juristes internationaux très renommés qui ont défendu vos causes dans les tribunaux, vous êtes la meilleure garantie que le travail du Tribunal Russell sur la Palestine parviendra à éveiller les consciences au niveau mondial

*Source: Journal Solidarité, n° 215
octobre 2012*

Elias Sanbar¹ – les Palestiniens n'en peuvent plus d'attendre

Publié le 31 octobre 2012

Avant la fin de l'année, l'Onu se prononcera sur l'entrée de la Palestine en tant que pays non membre. Elias Sanbar, ambassadeur de Palestine à l'Unesco, écrivain et militant, nous explique les réticences de Washington à voir les Palestiniens entrer de plain-pied dans le concert des nations. Il retrace quarante ans de lutte du peuple palestinien contre l'effacement de son nom, pour une paix juste et une réconciliation fondée sur l'égalité entre les deux peuples.

Quand et pourquoi avez-vous quitté la Palestine ?

Ma famille, comme des milliers d'autres, a été expulsée en avril 1948 vers les frontières les plus proches. Dans notre cas, ce fut celles du Liban. Le récit officiel israélien affirme que les armées arabes ayant, le 15 mai 1948, envahi le nouvel État juif, Israël a dû mener une guerre défensive et que des centaines de milliers de Palestiniens sont alors partis de chez eux à l'appel des chefs d'État arabes pour laisser le champ libre aux armées régulières. En réalité, quand les armées arabes sont entrées, nous étions déjà en exil. Quand on parle de la guerre de 1948, on en escamote une autre, antérieure. Le 15 mai marque le début de la deuxième guerre de Palestine. Le récit israélien a intérêt à affirmer qu'il n'y eut qu'une guerre entre le jeune État juif et les pays arabes, c'est indispensable pour

éluder l'expulsion, faire de 1948 une guerre de stricte autodéfense et décharger Israël de toute responsabilité.

Quand commence la « première guerre » ?

Le 29 novembre 1947, à l'annonce par l'Onu de la recommandation de partage qui divisait la Palestine : 42,88 % pour les Palestiniens, 56,47 % pour les Juifs et un statut de corpus separatum pour Jérusalem. C'est à ce moment que les affrontements commencent. La Haganah, qui deviendra l'armée israélienne, déclenchera alors sa guerre de conquête qui vise à vider la Palestine de son peuple. Les départs seront forcés, ils interviendront toujours après des revers militaires des Palestiniens et seront ponctués de massacres pour « convaincre » les récalcitrants qui s'entêteraient à demeurer chez eux.

Combien êtes-vous à partir ?

À la veille du conflit, les Palestiniens étaient, selon les derniers recensements britanniques 1,4 million de personnes, la communauté juive avoisinait les 600 000 âmes. À l'issue de la guerre, près de 800 000 Palestiniens se retrouvent réfugiés, 550 000 passent en Cisjordanie et à Gaza sous contrôles jordanien et égyptien, 150 000 échappent à l'expulsion. Les Palestiniens qui partent sont alors

convaincus que leur absence sera courte puisque des armées arabes vont rétablir la situation. Pendant les premiers mois d'exil, les gens sont demeurés massés aux frontières, dormant à la belle étoile, convaincus d'un retour imminent. Mais ils ne sont jamais rentrés. On a dit que les Palestiniens étaient les « Juifs des Israéliens », c'est une grosse sottise. Rien n'est comparable dans les deux malheurs. Si l'on tient à faire des comparaisons, je dirais que les Palestiniens sont les Peaux-Rouges des Israéliens.

Combien y a-t-il de réfugiés ou descendants de réfugiés ?

Sur 12 millions de Palestiniens, près de 60 % sont aujourd'hui en exil.

Pourquoi les Palestiniens n'acceptent-ils pas le partage ?

Par quelle logique et en vertu de quelle règle 1,4 million de personnes, qui vivent là depuis des siècles, accepteraient-ils une décision prise à New York au terme d'une grave pression exercée par les États-Unis sur quelques pays récalcitrants à voter le partage, exigeant d'eux qu'ils abandonnent 52 % de leur territoire national à des immigrants venus d'Europe, victimes dans leur écrasante majorité du racisme occidental et de la barbarie nazie ? Moi-même qui suis depuis vingt ans actif dans le processus de paix, je peux vous affirmer qu'en 1947, je n'aurais pas accepté la proposition de l'Onu.

Les Palestiniens ont-ils vendu leurs terres au mouvement sioniste ?

Une infime partie a été vendue. Selon les chiffres de l'Onu, la totalité des surfaces en

propriété juive, recensées à la veille du partage, est de 5,7 % du territoire, pourcentage qui inclut les terres du domaine public cédées par la colonisation britannique à l'Agence juive. Plus, le partage attribue les parties les plus fertiles, notamment la plaine côtière célèbre pour ses grandes plantations d'agrumes à l'État juif.

Comment en êtes-vous venus aujourd'hui à accepter le partage ?

Ce qui n'était qu'une conquête coloniale est devenu une réalité israélienne et il faut vivre avec les réalités. Il est clair que désormais deux peuples sont face à face et n'ont d'autres choix que l'instauration d'un voisinage fondé sur la justice et le respect mutuel ou continuer sans fin à se faire la guerre.

Comment Israël nommait-il le Palestinien en exil ?

« L'Arabe », et pas qu'en exil. « Réfugié arabe ». « Arabes d'Israël », « Arabes des territoires » ! Comme si les noms Palestine et Palestiniens étaient à proscrire, à effacer. Peu de gens ont réfléchi au vécu de centaines de milliers de personnes auxquelles on a dit un jour qu'elles n'avaient jamais eu de nom, qu'elles n'avaient donc jamais existé ! Ça a été une très grande souffrance. Je peux en témoigner, je l'ai vécue. La bataille du mouvement national dans l'exil est celle de la réémergence du nom. 1948 fut l'année de la noyade de notre terre natale et de l'effacement d'un peuple.

Quel accueil est réservé aux Palestiniens dans les pays arabes ?

J'entends déjà l'amalgame entre gouverne-

ments arabes et peuples arabes. Commençons par préciser que nous avons été déplacés dans notre « continuité », ce qui fut notre chance historique. Le terme « diaspora palestinienne » est faux. Nous sommes des Arabes chez des Arabes avec une langue, une culture, une cuisine, un imaginaire communs. Il faut également dire que si les relations avec les gouvernements furent souvent « mouvementées », c'est le moins qu'on puisse dire, il n'en fut pas de même avec nos frères arabes : des milliers d'Arabes sont morts aux côtés des Palestiniens au combat. L'idée que les Arabes, peuples et gouvernements confondus, nous ont persécutés est de la propagande.

Et la reconnaissance d'Israël ?

Elle est venue à Washington en 1993, la veille de la signature des accords d'Oslo. Elle fut possible car les Palestiniens, par un immense compromis historique, ont, en votant le 15 novembre 1988 l'acceptation d'une solution négociée, opéré une distinction douloureuse mais nécessaire, celle qui s'établit entre patrie et État. Ma patrie est la Palestine, personne ne m'y fera renoncer. Mon État, lui, ne sera pas établi sur la totalité de ma terre natale, cela je l'accepte pour que la paix soit possible. Ce qui bloquait aussi jusque-là était l'absence de réciprocité et de simultanéité dans les exigences présentées aux Palestiniens. On nous a dit durant des décennies : « Commencez par reconnaître Israël et puis nous verrons »... Or que se passa-t-il sur la pelouse de la Maison-Blanche ? Un échange de lettres courtes, deux paragraphes, entre Yitzhak Rabin et Yasser Arafat, par lesquelles nous nous reconnaissons simultanément et réciproquement. Par ce document, nous venions de ramener notre nom sur la scène. Je sais aujourd'hui les critiques faites

aux accords de paix. Certaines sont fondées, d'autres injustes, mais l'essentiel est ailleurs, à mes yeux. Les accords, ça se renégocie ! Et ça s'abroge : la réalité peut les rendre caduques. Mais on ne connaît pas beaucoup de peuples qui ont réussi, au prix de terribles sacrifices, à ramener leur nom disparu sur la scène de l'Histoire. Personne aujourd'hui, à commencer par les adversaires les plus acharnés, n'ose dire que nous n'existons pas. Arafat a incarné ce combat et c'est la raison de l'immense attachement que lui vouent les Palestiniens.

Un État commun, binational est-il possible aujourd'hui ?

Ce serait une belle conclusion, un beau prélude à un État de citoyens, de tous ses citoyens. Mais il n'est pas réalisable aujourd'hui, car il lui manque la volonté réciproque de la vie en commun. Aussi faut-il trouver une forme de voisinage. Un voisinage humaniste, harmonieux, respectueux peut déboucher sur une réconciliation réelle. Qui sait, l'Histoire surprendra peut-être ceux qui me liront avec scepticisme.

Qu'en pensent les Israéliens ?

Certains en Israël en sont conscients, mais c'est un pays qui a été moulé dans l'idée de la peur, dans l'idée que la mort viendrait toujours du « dehors », de l'autre côté des remparts de la citadelle assiégée. Aujourd'hui, nombreux sont les Israéliens qui savent, même s'ils n'agissent pas encore, que la suprématie militaire est à terme illusoire et suicidaire.

Un pas important est l'entrée de la Palestine comme État membre à l'Unesco en 2011.

Quelles sont les perspectives que cela ouvre à la Palestine ?

Notre demande d'entrée à l'Onu a déjà été refusée en 2011 de la part des États-Unis pour une raison fondamentale : Israël, lui seul, décidera du moment de notre participation au concert des nations ! Ce qui est une négation absolue de notre réalité de peuple jouissant du droit à l'autodétermination. Il y eut également deux autres raisons annexes au refus acharné de Washington : en nous faisant admettre à l'Onu, nous brisions le monopole absolu que les États-Unis se sont octroyé sur le processus de paix ; en devenant membres de l'Onu, nous disposerions du droit de saisir la Cour pénale internationale... Ce qui n'a pu être accompli à New York, nous l'avons accompli à Paris. La bataille pour l'admission de la Palestine en tant que « pays membre » de l'Unesco ne s'est pas jouée sur la culture mais sur la reconnaissance du pays Palestine. La nuance est primordiale. Jusque-là, nous étions perçus, y compris de la part de nos amis, comme une entité de « territoires ». Or les territoires disposent de populations, alors que les pays appartiennent à leurs peuples !

Je voudrais, pour finir, souligner que la France s'est à ce propos admirablement distinguée, en votant avec courage notre adhésion à l'Unesco. Malgré les pressions et les « remontrances » du parrain américain qui, en vingt-deux ans de négociations, n'a pas, et c'est un euphémisme, fait grand-chose pour que les choses avancent véritablement. D'autres pays européens – onze – ont fait preuve du même courage politique.

Il faut dire, pour que les lecteurs apprécient la gravité du pourrissement sur le terrain et les dangers qu'il recèle, que la situation des Palestiniens est comparable à celle d'un nageur que l'on laisse respirer lorsque l'on se rend compte qu'il va se noyer, mais à qui l'on

enfonce la tête sous l'eau chaque fois qu'il s'approche de la terre ferme. C'est la bonne grille de lecture de l'aide que nous recevons, elle est certes vitale pour des millions de personnes, mais elle sert surtout à financer notre « nage perpétuelle » et à s'acheter une bonne conscience face à l'injustice.

Qui finance la Palestine ?

Il y a les aides arabes, mais elles n'arrivent pas toujours... Le premier contributeur demeure l'Europe, avec plusieurs centaines de millions par an. Il y a également le Japon. Les États-Unis aussi. Jugez par vous-mêmes du paradoxe. Washington a pénalisé l'Unesco pour notre entrée au prétexte que le nouveau membre était une « entité terroriste » sans que cela les empêche de continuer, et heureusement, de fournir une aide annuelle de 720 millions de dollars à l'Autorité palestinienne.

Si Obama est réélu, vous pensez qu'il fera quelque chose durant son deuxième mandat ?

Je ne peux cacher mon scepticisme. Le « miracle » toujours annoncé à l'approche des seconds mandats des présidents américains n'a jamais eu lieu. Par ailleurs, Barack Obama est à ce jour le président qui a le plus promis et le moins agi. Mais la politique est paradoxe et je ne peux non plus cacher le fait que l'élection du candidat républicain serait une grande catastrophe pour la Palestine. Ce qui vous expliquera pourquoi je souhaite très fortement l'élection d'Obama, malgré ses promesses jamais tenues à ce jour.

Comment expliquer que les Palestiniens aient voté pour le Hamas ?

Les Palestiniens ont majoritairement voté

contre le Fatah plutôt que pour le Hamas. Ils l'ont surtout fait par rejet des comportements de voyous d'un certain nombre de cadres et de membres du Fatah qui, à Gaza, avaient instauré un climat délétère fortement désavoué par la population. Ce vote fut en quelque sorte un vote de censure sur base de « moralité » publique, non de « religiosité ». La tragédie des Palestiniens à Gaza tient aujourd'hui au fait que, subissant les conséquences d'un terrible blocus imposé par Israël, souffrant des ouvertures au compte-gouttes de la frontière avec l'Égypte, la population s'est retrouvée soumise à une autorité qui, sous couvert de rectitude religieuse, a imposé une répression quotidienne des libertés fondamentales.

Une enquête vient d'être ouverte sur l'assassinat d'Arafat. Qu'en pensez-vous ?

Comme la majorité des Palestiniens, je pense que Yasser Arafat a été empoisonné. C'est pourquoi j'espère que l'enquête ouverte sera menée à son terme.

Que pensez-vous de Mahmoud Abbas ?

Je connais bien le président palestinien. J'ai travaillé à ses côtés des années durant lors des négociations de paix auxquelles j'ai participé d'ailleurs. C'est un homme convaincu que le conflit doit trouver une solution négociée. Le problème est qu'il est en permanence revenu les mains vides de ces négociations, comme si la politique de la droite israélienne, des militaristes, des partisans de la colonisation à outrance, avait pour seul but de démentir la justesse de son choix.

Sa situation est aujourd'hui difficile et son choix d'une paix négociée de moins en moins compris par son peuple qui n'en peut plus d'attendre.

Abbas est un homme de conviction et de patience, il l'a montré. Mais ceux qui sont convaincus qu'il peut attendre éternellement que l'on réponde à ses demandes feraient bien de se méfier de leurs certitudes.

Pourquoi n'organise-t-il pas d'élections ?

Faire des élections en Cisjordanie seulement équivaldrait à consacrer la division du pays entre Cisjordanie, Jérusalem-Est et Gaza. Or, à ce jour, la réconciliation avec le Hamas a échoué. Des torts sont probablement le fait des deux parties. Mais une question fondamentale demeure : le Hamas a-t-il intérêt à aller aux élections avec, éventuellement, le risque de les perdre ? J'en doute.

Propos recueillis par la rédaction

1- Auteur du Dictionnaire amoureux de la Palestine. Plon. Avec Stéphane Hessel : Le Rescapé et l'Exilé. Don Quichotte.

*Source :Siné Mensuel
Le journal qui fait mal et ça fait du bien*

TEMOIGNAGES

Association israélienne – New Profile

Interview de Ruth Hiller et Diana Dolev par Caroline Finkelstein - 21 octobre 2011

New Profile (Nouveau Profile - NP) située dans le kibboutz Haogen près de Netanya, à une heure de Tel Aviv, a été créée en octobre 1998. Ruth Hiller en est la co-fondatrice et Diana Dolev un membre actif. Cette organisation dont les membres sont tous des bénévoles civils israéliens a comme objectif principal de changer le profil de la société militarisée en une qui tente de promouvoir la paix. Ses membres refusent de vivre dans une nation guerrière qui en opprime une autre. La fin de l'occupation et de la colonisation des terres palestiniennes font partie intégrante de leur programme.

Caroline Finkelstein. *Quels ont été les événements qui ont conduit à la création de votre association et pourquoi le nom de « New Profile » ?*

Ruth Hiller. J'ai six enfants qui, selon les lois israéliennes, ont l'obligation d'effectuer leur service militaire d'un minimum de 3 ans pour les hommes et de 22 mois pour les femmes. Mon fils aîné étant pacifiste, il ne voulait en aucun cas faire partie d'un corps militaire et être objecteur de conscience en Israël n'était pas une option. Il a été un des premiers cas de refus de servir et il a fallu 6 ans pour le faire exempter sans qu'il fasse de prison. Pendant tout ce temps j'ai beaucoup appris. Le fait que certains jeunes refusaient de servir dans l'armée d'un pays en

état de guerre quasi perpétuel (pour des raisons pas très louables) pour une question de conscience m'a interpellé. J'étais déjà active dans l'association Femmes en Noir et j'avais participé à des manifestations contre l'occupation israélienne du Liban en 1995. Forte de l'expérience acquise lors des différents procès concernant mon fils, j'ai décidé d'être plus active et j'ai alors rejoint un groupe de personnes qui étudiait comment le militarisme de notre pays affectait la société israélienne. Le 28 octobre 1998 un petit groupe de cinq femmes, dont moi-même ont fondé « New Profile ».

Ceci n'a pas été facile. Nous nous étions réunies dans une salle du kibboutz avec 150 personnes dans l'audience et des manifestants avec des pancartes « Auschwitz, plus jamais » nous ont obligé à chercher une autre salle. En ce qui concerne la 2^e partie de votre question, il est nécessaire de savoir que les politiques et les militaires concentrent beaucoup de leurs efforts à tout militariser ou même remilitariser. En Israël « profile » est un terme qui s'applique à la classification militaire. Il y a maintenant en Israël des citoyens égaux et d'autres moins égaux, sans parler des Palestiniens. L'échelle sociale est menée par ceux qui combattent car ils ont des privilèges que les autres n'ont pas. Nous voulons donc changer ce profil en un « nouveau profil », c'est à dire un profil qui prône la paix et non la guerre.

Quels sont vos objectifs actuels et s'adaptent-ils à l'actualité politique et militaire ?

Diana Dolev. En tant que mouvement anti-militariste, NP fait de son mieux pour apporter un soutien à ceux qui refusent, évitent ou désirent ne plus poursuivre leur service en les aidant à maintenir leurs valeurs morales et à développer leur esprit critique. Nous aidons aussi les familles des *Refusers* pour qui le refus de servir dans l'armée représente un déshonneur et beaucoup n'acceptent pas, ou mal, la décision de leurs enfants. Nous luttons pour le droit à la conscience qui ne s'applique pas seulement aux religieux mais à tous ceux qui sont contre la torture et les actions armées. Nous les informons et les conseillons sur leurs droits. Nous ne faisons pas de propagande pour qu'ils ne fassent pas leur service mais nous respectons leur décision et sommes présents quand ils/elles font appel à NP. La plupart de ces objecteurs de conscience que nous appelons les « refusers » et non « refuzniks » (ndlr : terme qui s'appliquait aux dissidents juifs soviétiques à qui le droit d'émigrer était refusé) font de la prison. Nous nous occupons alors de leur libération en contactant plusieurs cabinets d'avocats israéliens pour assurer leur défense. Le but de notre action en faveur des *Refusers* n'est pas seulement pour la tranquillité morale de nos jeunes mais aussi d'obtenir une juste paix pour la Palestine et faire cesser cette odieuse oppression et la colonisation des terres palestiniennes. Nos objectifs suivent aussi l'évolution de la situation. Nous soutenons par exemple sans réserve le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) ainsi que ce courageux groupe de femmes israéliennes « Civil Disobedience Women » (femmes pour la désobéissance civile) qui transgresse ouvertement la loi d'entrée sur le territoire israélien. Ce groupe va régulièrement en Cisjordanie (ndlr : La loi interdit aux citoyens israéliens de pénétrer dans les

territoires palestiniens) pour chercher des enfants et des femmes palestiniennes afin qu'ils puissent passer une journée au bord de la mer et dans des centres récréatifs. Toutes ces femmes de « Civil Disobedience » ont été arrêtées par la police au moins une fois et ont maintenant un casier judiciaire.

Quelle est la portée des actions de NP dans la société israélienne ?

RH. Nous sommes encore une petite minorité à agir et penser ainsi mais NP est très actif. Nos progrès pour alerter les citoyens israéliens sur les dangers d'une société militarisée à l'extrême sont lents mais ils sont quand même visiblement présents, ne serait-ce que par le nombre croissant de jeunes *Refusers*. Nous collaborons aussi avec beaucoup d'autres groupes œuvrant pour la paix et les droits humains comme Coalition des Femmes pour la Paix, dont nous sommes un des membres fondateurs, Breaking the Silence (association de soldats qui témoignent sur les actions de l'armée et des colons dans les territoires palestiniens), l'organisation Yesh Din (ndlr: association de Droits humains qui contrôle les enquêtes de l'armée sur les actions des militaires et des colons qui sont suspectés de crimes contre la population palestinienne ; elle apporte aussi une assistance juridique aux Palestiniens), Hadalah (Centre juridique pour la protection des droits de la minorité arabe), Anarchistes Contre le Mur, de groupes écologiques, etc. Nous sommes aussi beaucoup en contact avec des groupes de Droits humains à l'étranger dont en Suisse (avec Heks-Eper à Berne et WCC (Conseil Œcuménique des Eglises) à Genève).

Rencontrez-vous des problèmes avec les autorités israéliennes ?

RH. Oui, bien sûr. Nous subissons régulièrement les attaques du Ministre des Affaires

étrangères, Avigdor Lieberman. Certaines ONG pro-gouvernementales ont demandé notre fermeture. Une de ces organisations a porté plainte contre NP pour avoir soi-disant incité des jeunes à ne pas faire le service militaire. La plainte n'a pas été retenue mais comme nous travaillons, pour la plupart, depuis chez nous, nos domiciles ont été perquisitionnés, nos ordinateurs examinés et nos membres interrogés par la police. Nous sommes aussi la première organisation pour laquelle les invitations à participer à des débats et des groupes d'étude dans les écoles israéliennes ont été officiellement interdites. Pour le moment NP n'est plus importunée mais nous sommes bien conscientes que cette situation peut changer à tout moment.

Comment envisagez-vous l'avenir entre les deux pays ?

DD. NP n'est pas entré en matière sur la question d'un ou deux états et nous n'avons pas organisé de discussions à ce sujet que nous estimons secondaire par rapport à la situation générale dans la région et aux objectifs immédiats de notre association. Cependant, personnellement, je pense qu'un état israélo-palestinien avec des droits égaux pour tous ses citoyens est un beau rêve qui ne se concrétisera pas, en tous les cas pas encore pendant bien, bien longtemps. Quant à la solution de deux états, les gouvernements successifs israéliens ne veulent pas résoudre le problème et il n'est donc pas envisageable. Il y a en ce moment en Israël un malaise social mais qui n'est pas directement lié à l'occupation et à la colonisation. Ce mouvement des « indignés » manifeste contre le gouvernement pour des questions de manque de logements, de leurs prix excessifs, et du chômage qui augmente. Ces demandes sont, elles, par contre, liées au budget de l'Etat et comme tout le monde connaît la somme exorbitante allouée au budget militaire, une lueur

d'espoir pourrait venir du côté des indignés. Pour conclure, il faut bien se rendre compte que le changement de mentalité de la société israélienne et donc la paix ne peuvent venir que de l'intérieur d'Israël, d'où la nécessité d'organisations comme New Profile. Nous sommes très conscientes que c'est en nous changeant nous-mêmes que nous pourrions obtenir un changement chez les autres.

Tous mes remerciements à Ruth Hiller et Diana Dolev pour avoir consacré toute une après midi à répondre à mes questions et à me faire visiter le kibboutz Haogen. Toutes les deux ont demandé à ce que New Profile puisse collaborer étroitement avec le Collectif Urgence Palestine, ce que je recommanderais vivement étant donné la grande qualité de cette organisation et son engagement sans faille pour la cause palestinienne.

Caroline Finkelstein - 7 février 2012

La santé mentale dans les Territoires Palestiniens Occupés

*Pascaline Fahy*¹

Le pays où l'avenir n'existe pas

Sur la carte du monde, la Palestine demeure comme un point d'interrogation permanent : faute de solution politique, ce sont les sociétés civiles qui tentent d'apporter un peu d'espoir aux habitants des Territoires Occupés. Des populations dont la santé mentale est menacée, pour lesquelles le passé, le présent et l'avenir sont marqués par la violence et l'humiliation.

Berceau de notre civilisation, la Palestine est une région du monde dont la réalité de la situation est souvent mal connue, source de fantasmes et de peur. Cette terre qui déchire ou rassemble ne laisse personne indifférent. Depuis des décennies, le conflit israélo-palestinien est régulièrement présent dans les nouvelles internationales ; son intensité, sa durée, son injustice et ses implications dans la politique internationale en font « *la plus importante question morale de notre temps* », ainsi que l'a dit Nelson Mandela.



Vieille ville d'Hébron, rue grillagée pour protéger les passants palestiniens des ordures jetées par les colons qui vivent à l'étage

Eléments historiques

En 1947, au lendemain de sa création, l'Assemblée générale de l'ONU accepte le partage de la Palestine en un Etat juif et un Etat arabe, allouant à Jérusalem un statut international spécial sous l'autorité administrative de l'ONU¹. Les Arabes, qui représentent alors plus de 1,3 millions d'habitants, obtiennent 44% des territoires, et les 500'000 habitants juifs reçoivent la majeure partie de la région². Ce partage injuste est rejeté par les Arabes et accepté par l'Agence juive, bien qu'elle ne soit pas satisfaite des limites territoriales imposées à l'Etat juif proposé.

Le 14 mai 1948, l'Agence juive proclame

la création de l'Etat d'Israël sur le territoire qui lui a été attribué, et de violents affrontements éclatent. La première guerre israélo-arabe s'ensuit, dans laquelle Israël occupe une bonne partie des territoires qui avaient été alloués à l'Etat arabe, dont Jérusalem-Ouest.² Gaza, Jérusalem-Est et la rive occidentale du Jourdain se retrouvent sous administration égyptienne et jordanienne. Plus de 500 villages sont détruits et 750'000 Palestiniens sont arrachés à leurs terres, devenant des réfugiés ; c'est la *Nakba*, la catastrophe.

64 ans plus tard, la résolution 194 de l'ONU du 11 décembre 1948 assurant le droit des réfugiés n'a pas été appliquée, et ces derniers



Mur partageant un village palestinien en deux, To exist is to resist

¹ <http://www.un.org/french/Depts/palestine/history2.shtml>

² http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7767

attendent encore de pouvoir retourner sur leurs terres. Les Palestiniens vivent toujours sous occupation, les Gazaouis sont en état de

siège, un mur de 700 km gangrène la terre et a encore réduit leur territoire, et les colonies s'étendent chaque jour. Les droits élémentaires des Palestiniens sont violés quotidiennement, les discriminations affectent tous les aspects de la vie quotidienne, de l'accès à l'eau³ à la construction d'une maison ou au droit de résider à un endroit donné⁴, en passant par l'accès à la santé et la liberté de mouvement⁵...

La société civile concernée

Alors que le droit qu'a Israël d'exister est reconnu par une majorité des pays et même des Palestiniens, le droit d'exister de ces derniers est continuellement remis en question. Le peuple palestinien, oublié par la communauté internationale et ses institutions, a donc fait appel aux sociétés civiles du monde pour soutenir sa lutte non-violente contre l'occupation. Des gens d'horizons variés, liés par un même esprit de solidarité, sont présents en Palestine, et accompagnent les Palestiniens dans leur quotidien de peuple occupé. Ils marchent à leur côté lors des manifestations contre le mur et les colonies, accompagnent les fermiers à leurs champs pour leur faciliter le passage des checkpoints, sont présents pour documenter et rapporter les violations des droits de l'homme qui font la vie de tous les jours. L'impact de cette présence ne peut être quantifié et ne convainc pas tout le monde. En effet, que peut changer une grand-maman qui vient passer son été au cœur d'Hébron, armée d'un appareil photo et d'un sourire ? Ou un étudiant qui passe ses vacances d'automne à ramasser des olives au pied d'une colonie ?

4 <http://www.amnesty.org/fr/news-and-updates/report/israel-rations-palestiniens-trickle-water-20091027%3Frefresh>

5 <http://www.france-palestine.org/Le-Secretaire-general-de-l-ONU-Les>

6 http://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/A62/A62_24-fr.pdf page 7

Chaque personne revenant de Palestine ramène avec elle une histoire, un destin lié à l'occupation. Ces personnes sont le relais de voix qu'on a fait taire trop longtemps, la transmission d'une souffrance qui consume l'espoir. Elles permettent de lever le voile sur l'injustice dont les Palestiniens sont victimes, pour qu'un jour ils puissent jouir de leur liberté, condition nécessaire à la paix.

En février 2012, j'ai rejoint le Mouvement International de Solidarité (ISM) pour une durée d'un mois ; mon premier séjour en 2009 m'avait profondément marquée, et convaincue qu'en défendant la liberté des autres, on défend également la sienne. Hébron ou la ville de l'Apartheid

La notion d'Apartheid est encore très controversée lorsqu'il s'agit d'Israël. Pourtant la définition de l'apartheid par La Convention sur l'Élimination et la Répression du crime d'apartheid correspond bien à ce qui se passe en Israël Palestine, et est extrêmement visible à Hébron, « *des politiques et pratiques semblables de ségrégation et de discrimination raciales, telles qu'elles étaient pratiquées en Afrique australe* » et « *les actes inhumains commis en vue d'instituer ou d'entretenir la domination d'un groupe racial d'êtres humains sur n'importe quel autre groupe racial d'êtres humains et d'opprimer systématiquement celui-ci* »⁶.

Hébron est une des principales villes palestiniennes, et la seule des Territoires Occupés qui ait une population de colons juifs dans son centre, mêlés aux Palestiniens. En 1997, trois ans après le massacre de la mosquée d'Abraham, où un colon ouvrit le feu sur une foule de fidèles en prière, la ville fut divisée en deux. H1, sous contrôle palestinien représente 80% de la ville, H2, sous contrôle israélien pour les 20% restants. Les quelques centaines de colons vivant dans le cœur de la

7 http://untreaty.un.org/cod/avl/pdf/ha/cspca/cspca_f.pdf

ville sont protégés par environ 2'000 soldats et un régime que B'tselem, une ONG israélienne, décrit comme « *intentionnellement et ouvertement basée sur le 'principe de séparation' dont le résultat est une ségrégation légale et physique entre les colons israéliens et la majorité palestinienne* » . La liberté de mouvement des Palestiniens est extrêmement limitée par un nombre important de checkpoints. L'accès à certaines rues leur est interdit, à pied ou en voiture et est réservé à l'usage de l'armée et des colons. Cette politique de séparation a causé la fermeture de nombreux magasins par l'armée, et anéanti



Petite fille sur le pas d'une porte, camp de Balata

l'économie locale, poussant une partie des habitants à partir. La violence que la population locale subit de la part de l'armée ou des colons est quotidienne et reste souvent impunie.

Impact sur la santé mentale

Le contexte de la ville a un impact énorme sur la santé mentale de la population, car tous les gestes de la vie quotidienne sont conditionnés par l'occupation. Le témoignage de la famille S représente la réalité de la vie dans cette ville.

La famille vit depuis 4 ans dans une maison qui est située entre deux checkpoints, à proximité d'une colonie ; l'armée a installé une tour de contrôle sur leur toit, auquel ils ne peuvent accéder même pour faire des travaux, et un mur devant leur maison. Les colons viennent sur leur toit toutes les semaines, ils y dansent et prient, et parfois ils urinent sur la maison ou jettent des pierres aux enfants. L'armée et la police israélienne n'interviennent en général pas, et la famille est seule pour faire face aux agressions.

Le père de famille est bénévole pour B'tselem, une ONG israélienne qui distribue des caméras aux Palestiniens, pour qu'ils puissent documenter la violation de leurs droits et les violences dont ils sont victimes. Les parents sont décidés à ne pas quitter leur maison, mais s'inquiètent pour leurs enfants. Un colon a jeté une pierre sur leur fille de 14 ans alors qu'elle se rendait à l'école, il y a un peu plus d'une année, lui cassant la mâchoire. Leur autre fille, plus jeune, a été victime d'un colon qui a mis le feu à ses cheveux, et leur fils de 13 ans a été poussé dans des barbelés par des soldats. Chaque victime réagit différemment. La plus jeune fille est devenue introvertie et anxieuse, tandis que l'aînée participe au travail de B'tselem, caméra au poing ; elle dit vouloir résister jusqu'à ce que

8 <http://www.btselem.org/hebron>

les colons et l'armée partent. Les parents sont victimes également. Quelques jours avant notre visite, les soldats sont venus chercher le père de famille vers 22h, ils l'ont battu et détenu au checkpoint pendant 2 heures, sans aucune raison.

Tristesse, peur, résignation

Un rapport de l'ONU sur la situation sanitaire dans les Territoires Occupés donne des chiffres alarmants. Jusqu'à 96% des citoyens sont affectés par un état de tristesse ; chez les enfants 51%, n'ont plus envie de participer à une activité, 61% montrent des signes de craintes, 43% présentent des troubles du sommeil, et 63% de l'anxiété⁸.

La vie à Hébron est comparable à celle d'une personne victime de violence vivant avec son abuseur. Elle est rythmée par des incidents impliquant l'armée ou les colons, causant une tension permanente chez la population. Ces incidents sont de nature variée : détention arbitraire au checkpoint, patrouille nocturne où les soldats entrent dans les maisons et endommagent du matériel, arrestations sans motif d'adultes ou d'enfants, restriction de la liberté de mouvement, violence physique, provocation à caractère religieux (soldats imitant l'appel à la prière au checkpoint ou entrant dans la mosquée).⁹Ces violences ont toutes un même but, « *semer la peur. Faire savoir à tout le monde que l'armée peut apparaître à n'importe quel moment* »¹⁰ (témoignage d'un soldat israélien, Breaking the Silence).

Briser le silence

L'occupation a un effet désastreux sur la santé mentale d'une population civile désarmée,

⁹ http://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/A62/A62_24-fr.pdf

¹⁰ <http://www.cpt.org/underattack>

Eaux usagées sortant de l'usine de Tulkarem dans des terres agricoles



mais également sur ses propres soldats. Le service militaire est obligatoire en Israël. Certains jeunes trouvent le courage d'aller à l'encontre de leur société et refusent de servir dans les Territoires Occupés, mais la majorité ne semble pas questionner la pertinence de servir l'occupation en personne. De jeunes hommes et femmes se retrouvent à Hébron, ou ailleurs, dans une réalité qu'ils n'avaient jamais imaginée, et qui leur laisse de profondes cicatrices.

Ces jeunes ont un pouvoir énorme ; armés de mitraillettes, ils ont pour ainsi dire carte blanche pour gérer le quotidien d'une population qui leur a été décrite depuis toujours comme étant l'ennemi, diabolisée et déshumanisée.

Breaking the Silence (Briser le Silence) est une organisation d'anciens combattants qui ont servi dans les Territoires Occupés depuis le début de la seconde Intifada. Ils témoignent de la réalité de la vie militaire dans

les Territoires afin d'exposer à l'ensemble de la société israélienne le coût humain de l'occupation, tant chez les Israéliens que chez les Palestiniens.

Perte d'empathie

A Hébron, coincés entre une population civile qui les méprise, une population de colons juifs qui ne les respecte pas, et chargés de missions plus que discutables, les jeunes soldats décrivent une dérive très rapide vers un comportement violent et sans affect : *« C'est une ville insensée, Hébron. Au début, juste quand je suis venu dans la compagnie, je veux dire, j'étais ce kibbutznik gauchiste, Hashomer Hatza'ir (mouvement sioniste de gauche), t'apprends que les Arabes sont des humains etc. Vraiment, je me bagarrais avec mes potes après une arrestation – on avait mis le détenu dans la jeep ou dans le camion de patrouille – et je me bagarrais avec eux pour qu'ils ne le tabassent pas. Ca te rend apathique à la fin : tabassez-le, ne le tabassez pas, qu'est-ce que j'en ai à faire. Je ne fais rien. Je ne tabasse personne. Alors allez-y et fracassez-lui la tête »*. De nombreux soldats décrivent une perte d'empathie face à l'autre, le Palestinien, et se retrouvent à perpétuer des actes dont ils ne se seraient jamais crus capables, pointer son arme sur un enfant, fouiller des maisons la nuit, voler des affaires personnelles dans ces maisons, piller des magasins, frapper quelqu'un... Ils développent un mode de fonctionnement pour faire face à la réalité du service militaire, et un autre pour pouvoir rentrer chez eux, dans une vie normale : *« Tu dois mettre tes sentiments sur 'pause', comme sur ta sono, pour deux trois semaines, et puis t'es dans le bus de retour, et t'appuies sur 'play' à nouveau, et tu commences à rouler. Tout à coup tu peux aimer, et même être beaucoup plus doux envers les gens »*. Dévorés par la honte, beaucoup n'osent pas parler de leur vécu de

combattant, mais doivent vivre avec la réalité de leurs actions...

Le camp de Balata

Dans le camp de réfugiés de Balata, Naplouse, la situation est peut-être pire encore. 25'000 personnes s'entassent sur un kilomètre carré, dans un méandre d'immeubles en béton à peine assez large pour laisser passer un homme adulte à certains endroits. Ici, la promiscuité est la norme ; les maisons sont humides et sombres, et n'offrent aucune intimité. 46% de la population du camp est sans emploi, et 65% a moins de 18 ans.

Le problème des réfugiés est inextricable, mais est un des éléments clé pour la résolution du conflit. En 1948, lors de la première guerre israélo-arabe, près de 800'000 Palestiniens sont devenus réfugiés. Ils sont désormais plusieurs millions, entassés dans des camps en Palestine et dans les pays voisins, attendant qu'on fasse valoir leur droit au retour, selon la résolution 194 de l'ONU.

Plusieurs générations après la Nakba, leur identité demeure extrêmement forte. Un enfant des camps donnera comme lieu d'origine le nom d'un village qui souvent n'existe plus, et la plupart des familles possèdent encore la clé des maisons de 1948, qui sont désormais occupées par des familles israéliennes, ou ont été rasées...

La situation sociale, économique et psychologique se détériore dans le camp de Balata. L'économie locale a été détruite par l'occupation, l'absence de travail et la frustration de ne voir aucune fin à l'occupation crée des problèmes sociaux nouveaux pour la société palestinienne, attaquant la structure même de la société. La violence envers les femmes explose, les jeunes sortant des geôles israé-

liennes se retrouvent sans formation, sans perspective d'avenir, devenant des proies



Rue de l'apartheid, Hébron. Les Palestiniens doivent marcher du côté droit du muret, l'autre étant réservé aux colons et étrangers. Un checkpoint à chaque bout de la rue surveille les déplacements des gens.

faciles pour les mouvements extrémistes. La consommation d'alcool et de drogues augmente, tout comme le taux de suicide.

Aucune perspective

Un éducateur travaillant dans le centre culturel du camp donne un compte rendu inquiétant de la santé mentale des habitants. Selon lui, la vie est plus difficile maintenant que jamais avant. L'absence de processus politique, la progression des colonies dans la région, et l'improbabilité de voir un jour un Etat palestinien sont source d'une frustration qu'il est de plus en plus difficile de canaliser. Beaucoup de gens n'arrivent plus à se projeter dans l'avenir, la vie est comme suspendue... la résilience de beaucoup de Palestiniens a

atteint ses limites.

Il évoque un fait divers qui illustre le quotidien, une histoire parmi tant d'autres. Dans le courant du mois de mars, trois jeunes Palestiniens âgés d'environ 14 ans ont tenté de pénétrer dans une colonie. Ils savaient que ce serait considéré comme un acte terroriste et qu'ils se feraient tirer dessus, mais dans une société où le suicide est interdit par la religion, ils se sont imaginés que mourir en martyr était une façon digne de mettre fin à leur jour, et de se libérer d'un présent trop pénible et d'un avenir inexistant. Aucun n'a été blessé, mais ils ont été arrêtés... Ainsi que le dit l'éducateur, « *quand tu n'as pas de vie, pas de perspective pour une vie, c'est ça que tu obtiens...* ».

Tulkarem ou le droit à la santé

A Tulkarem, au Nord-Ouest de la Cisjordanie, la santé de la population palestinienne est affectée par l'occupation sous une autre forme, celle d'un complexe d'usines chimiques. Il fut un temps où la ville était prospère, aujourd'hui, elle se meurt, étouffée par le mur de séparation et asphyxiée par les fumées toxiques.

Le complexe d'usines était à l'origine en Israël, à Netanya (12 km de Tulkarem). En 1984, il a été déplacé à Tulkarem suite à un jugement qui le considérait comme un danger pour la santé des riverains¹⁰. Il est désormais en Territoires Occupés, quasiment appuyé sur le mur de séparation, construit sur des terres confisquées. Comme il est en Territoires Occupés, il échappe à la loi israélienne en matière de protection de l'environnement et de protection des travailleurs, et peut en toute impunité polluer l'air et l'eau, en déversant directement ses eaux usagées dans les terres agricoles qui l'entourent. Cette zone industrielle produit des pesticides, des insecticides et des fertilisants, et les fumées nauséabondes causent des cancers et des maladies respiratoires...ici, même le vent contribue à discriminer les Palestiniens. Lorsqu'il souffle en direction des Territoires Occupés, l'usine fonctionne, mais lorsqu'il va vers Israël, elle arrête ses machines...

Exister c'est résister

Contrairement aux représentations de beaucoup de gens, la résistance en Palestine est principalement non-violente. Elle se manifeste dans les gestes de la vie quotidienne, qui continuent malgré les difficultés : se déplacer malgré les checkpoints, envoyer ses enfants à l'école, continuer à vivre à côté d'une usine qui ravage la santé, reconstruire

¹⁰ <http://www.alternativenews.org/english/index.php/component/content/article/33-west-bank/4196-tulkarem-resists-separation-wall-israeli-chemical-factories>

les maisons démolies par l'armée, replanter les oliviers arrachés, et surtout continuer à croire en son humanité et à ses droits, malgré l'oppression et la discrimination.

La cause des Palestiniens est la cause de la justice, et de l'égalité. Elle dépasse les frontières territoriales, politiques ou religieuses car elle questionne l'humanité qui est en chacun de nous. Israël et la Palestine incarnent la difficulté à vivre ensemble, et à construire un monde différent en intégrant l'autre et sa différence plutôt qu'en l'excluant et en l'écrasant. Chacun a la possibilité, voire le devoir, de s'élever contre l'injustice, où qu'elle soit, pour créer un monde plus juste. Comme l'a dit un homme sage : « ce qui m'effraie, ce n'est pas l'oppression des méchants ; c'est l'indifférence des bons ».

1- Pascaline Fahy est.....infirmière en psychiatrie et membre du Collectif Urgence Palestine et de la campagne de Boycott – Désinvestissement – Sanctions (BDS). Elle a passé cinq mois dans les Territoires Occupés et participé à deux missions civiles.

Danger de mort imminent pour un prisonnier en grève de la faim

Samer al-Barq a jeûné pendant 125 jours, un ultime recours pour demander de connaître les charges retenues contre lui ou d'être libéré

Détenu sans inculpation ni jugement

Samer est un prisonnier palestinien incarcéré depuis juillet 2010 en Israël. Depuis le petit village de Jayyous, en Cisjordanie, son père raconte que l'ordre de détention de son fils a été renouvelé sept fois sans qu'aucune charge n'ait été retenue contre lui, le forçant à entamer une grève de la faim en protestation. Samer est sous le coup d'une détention administrative, une pratique héritée du mandat britannique sur la Palestine qui permet de détenir une personne sans inculpation ni jugement en vertu d'ordonnances militaires renouvelables indéfiniment. Selon les dernières statistiques de l'ONG israélienne B'tselem, 212 palestiniens étaient sous le coup d'une détention administrative à la fin du mois d'août et 14 d'entre eux avaient vu leur ordre de détention renouvelé au moins quatre fois, en totale violation du droit international¹.

Une grève de la faim pour demander la dignité

Samer a entamé sa grève de la faim le 15 avril dernier. Deux jours plus tard, environ 2000 prisonniers palestiniens s'étaient joints à une grève de la faim massive. Leurs demandes:

l'amélioration des conditions de détention, la fin des détentions administratives, des interdictions de visites ainsi que des isolations à long terme. Le 14 mai, un accord est conclu avec le service des prisons israéliennes selon lequel les ordres de détentions administratives ne seront pas renouvelés et que ceux qui seront désormais réservés à des circonstances exceptionnelles. Pourtant, immédiatement après cet accord, de nombreux prisonniers, incluant Samer, voient leur ordre de détention administrative renouvelés. Samer recommence donc sa grève de la faim et, selon son père, passe 125 jours sans manger, dans l'espoir d'attirer l'attention sur les violations des droits humains dont lui et ses codétenus sont victimes. Le 11 septembre, alors que Samer entamait son 121^{ème} jour de jeûne un médecin de l'ONG israélienne "Médecins pour les droits humains" qui a pu lui rendre visite, fait un rapport alarmant sur la détérioration de son état de santé. Il se dit également très inquiet de l'attitude extrêmement hostile de l'équipe médicale qui a tout fait pour éviter de lui communiquer les informations relatives au dossier médical du patient².

Un accord de plus violé par Israël

Alors que l'état de santé de Samer est de plus en plus critique et le danger de mort imminent, un nouvel accord est conclu avec les autorités israéliennes qui acceptent de le relâcher, à condition que celui-ci soit déporté

vers un pays tiers. Le père de Samer raconte leur course contre la montre pour trouver un pays d'accueil, l'espoir que son fils ait la vie sauve mais aussi son sentiment d'injustice et d'incompréhension face à l'idée de la déportation. Il répète que son fils n'a commis aucun crime, que son souhait est de rentrer à la maison. Finalement, l'Égypte accepte de donner l'asile à Samer, un accord est conclu et il met un terme à sa grève de la faim qui aura duré plus de quatre mois. Mais son père explique avec colère comment une fois de plus, les au-

torités israéliennes ont violé l'accord conclu et empêché la libération de Samer. Alors même que son état de santé s'améliorait peu à peu, Samer décide donc d'entamer sa troisième grève de la faim de l'année, déterminé à mourir de faim s'il le faut pour attirer l'attention sur son droit à vivre libre.

Cindy Zahnd

[1www.btselem.org](http://www.btselem.org)

[2www.phr.org.il](http://www.phr.org.il)



#PALHUNGER

Traduction de l'arabe: affiche de Latuff qui parle de la grève de la faim des prisonniers au printemps 2012

Encore un navire solidaire arraisonné dans les eaux internationales

Un navire transportant des militants pro-palestiniens qui voulaient rompre le blocus israélien criminel sur la bande de Gaza a été attaqué peu de temps après avoir été approché par les navires israéliens.



Le navire Estelle avait pour objectif de rompre par la mer le blocus criminel imposé à Gaza par Israël et l'Occident, avec la complicité des pays arabes

Le coordinateur pour les médias, Mikael Loffgren, a déclaré à Al-Jazeera, que les soldats qui ont arraisonné le navire étaient masqués.

« L'Estelle est maintenant attaqué - Je viens d'avoir un message d'eux par téléphone, » a déclaré à l'AFP Victoria Strand, une porte-parole basée à Stockholm.

« Il y a juste un moment, ils ont dit qu'ils avaient des navires militaires à leur poursuite, mais nous ne savons pas exactement ce qu'ils voulaient dire » quand ils disent qu'ils ont été attaqués, dit-elle en parlant du navire. L'Estelle est une composante du Mouvement Free Gaza, qui s'est dédié à briser le blocus israélien de Gaza, notamment par la voie de la mer avec la coalition *Flottille de la Liberté*.

La semaine dernière, un document déclassifié a révélé qu'Israël avait placé Gaza au bord de la famine pendant les phases les plus cruelles

de son siège, entre 2005 et 2008. Soi-disant pour éviter la malnutrition dans la bande, le ministère israélien de la Santé a défini une « ligne rouge » nutritionnelle, le minimum de calories tolérés par l'armée israélienne d'occupation, laquelle dans le même temps réduisait les importations dans Gaza de près de 75 pour cent.

En 2008, le Comité international de la Croix-Rouge a révélé une « détérioration progressive de la sécurité alimentaire pour 70 pour cent de la population de Gaza », forçant les gens à réduire les dépenses des ménages à « un taux de survie ».

« La malnutrition chronique est une tendance constamment à la hausse et les carences alimentaires sont une grande préoccupation », déclarait le rapport du CICR.

Le siège qui se poursuit à réduit l'économie du territoire assiégé en lambeaux, avec un taux de chômage endémique, et ces der-

nières semaines certains ont eu recours par désespoir à l'auto-immolation, pour protester contre les conditions de vie en déclin rapide.

Une source militaire israélienne avait auparavant déclaré au *Jerusalem Post* que la marine se préparait à intercepter le bateau, et un porte-parole de ministère des Affaires étrangères a déclaré au journal israélien qu'il ne serait pas permis au navire d'atteindre la bande de Gaza.

La cargaison du bateau, qui figure sur le site Web de la flottille, comprend des fauteuils roulants, du ciment, des béquilles, des jouets, des instruments de musique et 300 ballons de football.

En réponse à la lettre de Ron Prosor, l'ambassadeur d'Israël à l'ONU, demandant à l'organisation mondiale d'arrêter le bateau, les militants ont déclaré qu'ils accueilleraient avec plaisir de nouvelles inspections de leur cargaison par l'ONU.

« Mais ce que nous refusons d'accepter, c'est ce à quoi l'ONU et la majorité de la communauté internationale s'opposent également : l'illégal et dévastateur blocus de la bande de Gaza, » ont-ils dit dans un communiqué.

En plus de sa cargaison à but humanitaire, le bateau transporte un certain nombre de militants dont cinq députés européens d'Espagne, de Suède, de Grèce et de Norvège.

« L'exigence du pain, de l'indépendance, de la liberté et de la démocratie n'est pas que le fait des peuples confrontés à l'occupation militaire ou à l'expansionnisme. Il concerne désormais tout le sud de l'Europe ... Un fil rouge relie la Grèce à d'autres pays et aux peuples qui se battent », a déclaré le grec Dimitris Kodelas, l'un des députés à bord.

Les passagers ont suivi des formations à la non-violence au cas où la marine israélienne piraterait le navire. Ils ont signé un engagement à agir pacifiquement, même si leur vie

est menacée, fait savoir une déclaration sur le site du mouvement.

La première *Flottille de la Liberté* en mai 2010 s'est terminée en tragédie lorsque neuf ressortissants turcs ont été massacrés par les commandos israéliens qui étaient montés à bord du navire battant pavillon turc, le Mavi Marmara, alors que le bateau tentait de briser le blocus. Certaines des victimes ont été abattues à bout portant, selon les enquêtes menées par les autorités turques.

Un procureur d'un tribunal turc a demandé neuf condamnations à perpétuité pour quatre hauts commandants israéliens. S'ils sont reconnus coupables, le tribunal pourrait émettre des mandats d'arrêt à leur rencontre.

Une deuxième tentative de briser le blocus à la mi-2011 avec une coalition de navires faisant voile depuis Athènes a échoué, après que les autorités grecques aient intercepté les bateaux, les empêchant de partir et ramenant au port ceux qui essayaient de partir.

Selon Amjad al-Shawwa, responsable du réseau des ONG à Gaza, les militants apportent la preuve que « le peuple palestinien ne sont pas seuls face au blocus israélien, et qu'il y a des gens libres dans le monde qui se tiennent à ses côtés et qui les soutiennent en exigeant la liberté, la justice et le respect des droits de l'homme. »

Muhsin Abu Ramadan, président de la coordination des ONG de la bande de Gaza, a déclaré que les militants ont risqué leur vie en affrontant le blocus naval israélien sur Gaza, parce qu'ils s'opposaient à la tyrannie et l'oppression.

« La bande de Gaza a le droit à l'accès par la mer et à être libérée de ce blocus. Ces militants sont ceux qui révèlent au grand jour les violations israéliennes », a encore dit Abu Ramadan.

BOYCOTT DÉSinVESTISSEMENT SANCTIONS

LETTRE aux gérants et gérantes des magasins COOP

Gérants et gérantes des magasins COOP

Faites usage de votre marge d'autonomie dans vos choix d'approvisionnement

BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions) est un mouvement international appelant au boycott d'Israël comme moyen de pression pour qu'il soit mis fin aux abus contre les droits humains commis à l'encontre des Palestinien-ne-s.

En 2011, BDS Suisse a lancé une campagne nationale auprès de la MIGROS et de la COOP demandant aux deux leaders de la grande distribution de s'abstenir de commercialiser des produits provenant d'Israël aussi longtemps que ce pays ne respecte pas le droit international et les droits légitimes des Palestinien-ne-s reconnus par les Nations Unies.

Plus de 12'000 consommateurs et consommatrices ont signé l'appel.

En s'adressant à la MIGROS et à la COOP en particulier, BDS Suisse a voulu souligner l'incohérence de ces deux entreprises par rapport aux engagements éthiques auxquels elles déclarent adhérer. Maintenir des relations commerciales avec Israël c'est cautionné le prix inhumain de l'occupation: violations systématiques des droits humains, vol

de terres, accaparement des ressources aquifères et conditions de travail inacceptables.

Le 25 mai 2012, la direction nationale de la MIGROS a reçu une délégation BDS Suisse qui lui a remis l'appel et les 12'000 signatures. Quelques jours après cette rencontre, MIGROS a annoncé sa volonté de rectifier l'étiquetage peu transparent de ses produits provenant des Territoires palestiniens occupés (TPO) actuellement vendus comme « Made in Israël » mais qu'elle va dès 2013 étiqueter « Cisjordanie, zone de peuplement israélienne » ou « Jerusalem-Est, zone de peuplement israélienne ». C'est un premier pas permettant aux consommateurs-trices de connaître la provenance exacte des produits proposés à la vente.

Par deux fois la COOP a refusé de recevoir une délégation BDS Suisse et d'entendre la voix de plus de 12'000 de ses consommateurs-trices. Quel mépris pour les signataires! Est-ce cela « la dialogue constructif » dont se vante COOP sur son site Internet ? Par voix de presse, COOP s'est estimée dégagée de toute responsabilité par rapport à cette question du moment que l'étiquetage mensonger « Made in Israël » de certains produits a été modifié par « Made en Cisjordanie ».

Etant donné le refus de la direction de la COOP d'entendre les arguments des signataires de l'appel, BDS Suisse s'adresse à cha-

cune des gérances des magasins COOP pour faire appel à leur autonomie de gestion. Nous vous demandons d'appliquer une politique sélective dans les choix que vous opérez pour achalander vos magasins. Les gérances des magasins COOP peuvent se montrer plus proches des consommateurs-trices que ne l'est la direction de l'entreprise. Puisque cette dernière pense pouvoir faire abstraction de principes éthiques dans sa politique com-

merciale, montrez-lui que ce n'est pas l'avis des consommateurs-trices !

Nous vous remercions d'avoir pris le temps de lire cette lettre et pour plus d'information, allez sous: www.bds-info.ch ou contactez nous à l'adresse email: contact@bds-info.ch



Latuff

Pully: Contes de Palestine

Contes de Palestine

*Il était une fois
une verte oliveraie*

Redouane Haribe, oud
Beatrice Leresche, voix

Jeudi 29 novembre | 20 h
Café-Théâtre de la Voirie | Pully



Portées par l'oiseau-mémoire, mille-et-une paroles pour dire les aventures d'une petite marmite, pour suivre les pas des deux orphelins, pour rencontrer la goule aux énormes mamelles.



Mille-et-une paroles pour laisser chanter Demoiselle Oiselle, la mère épouser son fils et la terre dévorer ses amants.

Des contes tirés du patrimoine oral palestinien, collectés dans différentes régions de Palestine: Galilée, Cisjordanie, Gaza, emportés sur les chemins de l'exil. Il était plusieurs fois...

L'ONU a décrété le 29 novembre Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien.



Café-Théâtre de la Voirie | Rue du Centre 10 | 1009 Pully
Réservations: passeursdemots@bluewin.ch | 076 616 77 16
www.billetnet.ch | 021 728 16 82 | Entrée: CHF 20.– et 15.–

Organisation: Passeurs de Mots <http://passeursdemots.wordpress.com>

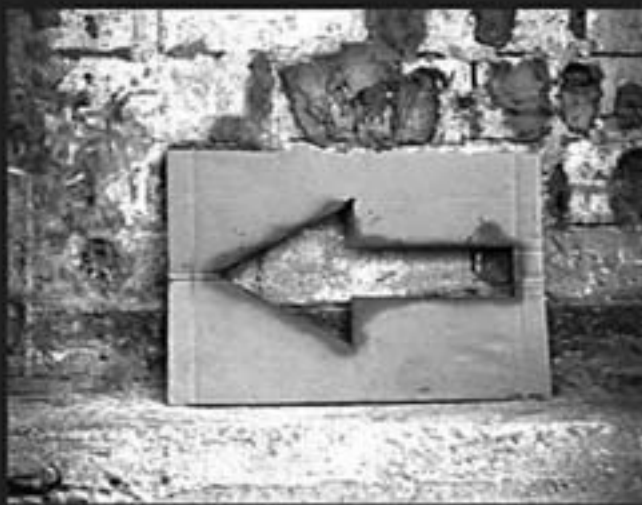
Conférence et film à Lausanne

Dimanche 2 décembre à 18h
Cinéma Olbo

Palestine/Israël

Le droit au retour des réfugiés
dans le contexte politique
actuel: utopie ou nécessité?

Quelles sont les implications d'une
solution à deux états pour les réfugiés?
La reconnaissance d'un état palestinien
par l'ONU constitue-t-elle une menace
pour leurs droits?



CONFERENCE

Riccardo Bocco

Professeur de sociologie politique
à l'Institut des Hautes Etudes
Internationales et du
Développement (IHEID). Il
travaille actuellement sur la
question de la construction de la
paix et les politiques de
réconciliation au Moyen Orient.

INTRODUIT PAR

« *Ca suffit on rentre* »

Un film de Chris Den Hond et
Mireille Court. Reportage dans les
camps de réfugiés palestiniens au
Liban (27min)

DIMANCHE 2 DEC. 18h
Cinéma Olbo

Av de France 9, Lausanne
www.urgencepalestine-vd.ch



Photos: Yasmine Eid-Sabbagh

Rencontres de solidarité

Genève

Dix ans de solidarité au côté du peuple palestinien, pour témoigner de la situation imposée par l'occupation militaire, mais aussi dix ans de découverte des richesses culturelles - traditionnelles et contemporaines - de ce peuple.

La 1^{ère} édition de PALESTINE : FILMER C'EST EXISTER - préparée en collaboration avec Nicolas Wadimoff, cinéaste, et le Spoutnik - donne la place au regard, à la créativité, à l'imagination, à l'humour, aux convictions et aux espoirs des cinéastes palestinien-ne-s de Palestine et des pays d'exil. À l'occasion des dix ans des Missions civiles de protection du peuple palestinien et de sa création, le **Collectif Urgence Palestine** invite le public aux Rencontres cinématographiques qui auront lieu au cinéma Spoutnik à Genève



Appel pour le Forum Social Mondial Palestine Libre, 29 novembre-1er décembre 2012, Porto Alegre, Brésil

La Palestine occupée fait partie de chaque battement de coeur libre dans ce monde et sa cause continue à inspirer solidarité autour du monde.

Le Forum Social Mondial Palestine Libre est une expression de l'instinct humain de s'unir pour la justice et la liberté et aussi un écho de l'opposition du Forum Social Mondial à l'hégémonie néolibérale, le colonialisme et le racisme à travers de la lutte pour des alternatives sociales, politiques et économiques pour promouvoir la justice, l'égalité et la souveraineté des peuples. Le FSM Palestine Libre sera une rencontre globale avec des mobilisations de large base populaire et de la société civile du monde entier. Il vise à :

1. Montrer la force de la solidarité avec les appels du peuple palestinien et la diversité des initiatives et actions visant à promouvoir la justice et la paix dans la région.
2. Créer des mesures efficaces pour assurer l'autodétermination des Palestiniens, la création d'un État palestinien avec Jérusalem comme capitale et le respect des droits de l'homme et du droit international, en :
 - a) Mettant fin à l'occupation israélienne et à la colonisation de toutes les terres Arabes et démanteler le Mur ;
 - b) Garantissant les droits fondamentaux des citoyens arabo-palestiniens d'Israël à une égalité pleine, et
 - c) La mise en oeuvre, la protection et la promotion des droits des réfugiés palestiniens de revenir dans leurs maisons et récupérer leur pro-

priétés comme le stipule la résolution 194 des Nations Unies.

3. Être un espace de discussion, d'échange d'idées, d'élaboration de stratégies et de planification pour améliorer la structure de la solidarité.

Exactement soixante-cinq ans après la présidence du Brésil de la session de l'Assemblée générale où fut convenue la partition de la Palestine, le Brésil va être maintenant l'hôte d'un tout différent type de forum mondial: une opportunité historique pour des personnes venues du monde entier de résister là où les gouvernements ont échoué. Les peuples du monde vont se réunir pour discuter de nouvelles visions et des actions efficaces pour contribuer à la justice et la paix dans la région.

La participation à ce forum renforcera structurellement la solidarité avec la Palestine, promouvra les actions à fin d'implémenter les droits légitimes du peuple palestinien, et assujettir Israël et ses alliés responsables au droit international. Nous faisons appel à toutes les organisations, mouvements, réseaux, et syndicats du monde entier à se joindre au FSM Palestine Libre du 28 novembre au 1er décembre 2012 à Porto Alegre, Brésil.

Ensemble nous pouvons augmenter la solidarité mondiale avec la Palestine à un nouveau niveau.

*Comité Organisateur du FSM Palestine Libre
Contacts du bureau de préparation:
Brésil: secretaria.fspl@gmail.com
Palestine: samahd@pngo.net*

Le CUP au Marché de Noël de la FEDEVACO

Pôle Sud / Lausanne le 10, 11, 12 décembre

En décembre, “fête” plaisir au Nord comme au Sud en faisant vos emplettes de Noël dans un cadre chaleureux et convivial en plein centre de Lausanne.

Un rendez-vous à ne manquer sous aucun prétexte!

Cette année, 30 associations tiendront un stand proposant des produits variés et originaux dans les locaux de l'Association Pôle Sud à Lausanne.

Ce marché de Noël pas comme les autres devrait ainsi satisfaire celles et ceux qui cherchent à fuir la frénésie des «nocturnes», tout en faisant un geste solidaire puisque l'intégralité des bénéfices des ventes sera affectée, par chaque association participante, à ses propres activités ou à des actions solidaires de son choix.

Comme à l'accoutumée, une buvette avec restauration sera à votre disposition au rez-de-chaussée. Au menu: vin chaud, soupe de chalet, empanadas et plats du jour préparés par Hernan Vargas. A noter qu'un brunch avec animation sera servi à partir de 9h du matin le samedi 11 décembre.



*Marché de Noël solidaire à Pôle Sud les
jeudi 10 et vendredi 11 décembre de 17h à
22h et le samedi 12 décembre de 10h à 18h*

Un Etat commun entre le Jourdain et la mer

Eric Hazan & Eyal Sivan

75 ans : c'est le temps écoulé depuis le premier plan officiel de partition de la Palestine en deux États, l'un juif et l'autre arabe. Trois quarts de siècle pendant lesquels on a vu passer d'innombrables résolutions, conférences, déclarations, missions, « feuilles de route » et autres « relances du processus de paix ». Pourtant la perspective de voir « deux États vivant côte à côte dans la paix et la sécurité » est plus lointaine que jamais.

C'est que la partition de la Palestine historique en deux États *n'est pas une solution, mais un discours*. C'est un discours de guerre drapé dans une rhétorique de paix, qui permet de justifier les faits accomplis comme ceux à venir. Ce discours si commode ne peut pas déboucher, ne débouchera *jamais* sur une solution véritable, car *la partition de la Palestine n'est tout simplement pas possible*.

Il faut en finir avec l'idée de la partition et la remplacer par celle du partage de ce pays, sa *mise en commun* entre tous ceux qui y habitent et qui en deviendront les citoyens libres et égaux. Le partage, loin de représenter une utopie, est la seule solution réaliste et réalisable car elle correspond à la situation actuelle dans le pays.

Fait étrange, cet État commun est présenté tantôt comme une utopie – face à la solution « réaliste » qui n'a pas avancé d'un pouce en trois quarts de siècle – et tantôt comme une grave menace. Il faut choisir : une utopie ne

peut pas être une menace – et si l'État commun constitue une menace, c'est qu'il n'est pas une utopie.

Aujourd'hui, le thème de *One State*, de l'État commun, est discuté dans le monde entier y compris en Israël. Il est grand temps que le public français, tenu jusqu'ici soigneusement à l'écart, puisse être informé des termes d'un si crucial débat.

Offert avec cet ouvrage, *Un État commun, conversation potentielle*, film réalisé par Eyal Sivan, éclaire et précise le propos du livre qu'il accompagne. Ce film rassemble une série de vingt quatre entretiens sur l'État commun, avec des responsables politiques et des colons, des juristes et des artistes, des vieux et des jeunes, des juifs israéliens sépharades et ashkénazes, des arabes palestiniens d'Israël et des territoires occupés... Les mêmes questions leur sont posées, auxquelles ils répondent dans leur langue maternelle, en dialogue avec le réalisateur. L'écran est divisé en deux, un israélien juif d'un côté et un Palestinien de l'autre : l'un parle et l'autre écoute, et vice versa. La mise à l'écran vient réunir ceux que la fragmentation de la situation sépare, le film permet la rencontre que le conflit empêche jour après jour.

(Durée 120 minutes – Production : Moment! – Montage : Audrey Marion – Image et son : Erez Miller – Réalisation : Eyal Sivan.)

Eric Hazan
Eyal Sivan

Un Etat commun

entre le Jourdain et la mer

avec
Etat commun
un film de
Eyal Sivan

La fabrique
éditions

Eric Hazan

Eric Hazan est éditeur, gérant et fondateur des éditions La fabrique, et écrivain. Derniers ouvrages parus : *Paris sous tension* (2012) et *Un État commun entre le Jourdain et la mer* en collaboration avec Eyal Sivan (2012).

Eyal Sivan

Eyal Sivan est cinéaste israélien, Il est professeur à la School of Arts and Digital In-

dustries de l'University of East London où il codirige le master de cinéma. Il est également enseignant à l'École des arts du son et de l'image du College Academic Sapir en Israël. Parmi ses derniers films : *Route 181, fragments d'un voyage en Palestine-Israël* (coréalisé avec Michel Khleifi, 2003), *Pour l'amour du peuple* (coréalisé avec Audrey Maurion, 2004) et *Jaffa, la mécanique de l'orange* (2009).

JENINE - The Freedom Theatre - Théâtre de la Liberté - symbole de la résistance artistique à l'occupation

Pas de liberté sans savoir. Pas de paix sans liberté. Paix et liberté sont inséparables.

Arna Mer (mère de Juliano Mer-Khamis)

Le Théâtre de la Liberté du camp de réfugiés de Jénine a été créé en 2006 par Juliano Mer Khamis à la suite et à la mémoire du travail de sa mère Arna Mer auprès des enfants du camp auxquels elle a enseigné l'art dramatique afin de les aider à se libérer moralement et corporellement de la pression de l'occupation. (Voir "*Les enfants d'Arna*"). L'objectif de ce théâtre est d'offrir des opportunités aux enfants et aux jeunes du Camp de Réfugiés de Jénine, de développer leurs talents, de se connaître soi-même et d'avoir confiance en soi en utilisant un processus créatif comme modèle de changement social.

Juliano Mer Khamis a été assassiné le 4 avril 2011 devant son théâtre, dans des conditions jamais élucidées à ce jour. Depuis, la troupe qui a vaillamment repris le flambeau de l'art théâtral en résistance, n'a cessé d'être inquiétée : tous ceux de ses membres qui ont été convoqués dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat se sont rendus à ces convocations. Cela n'a pas empêché le Théâtre de la Liberté de subir quatre attaques de l'armée israélienne, arrestations et interrogatoires de

ses membres, détentions, qui font dire aux membres du Théâtre de la Liberté : « nous avons la conviction que ce harcèlement régulier et systématique des employés du Théâtre de la Liberté n'a rien à voir avec l'enquête sur le meurtre de Juliano mais qu'il s'agit d'une campagne clairement dirigée contre le Théâtre de la Liberté lui-même ».

La résistance non violente est ce qui inquiète le plus l'occupant israélien.

<http://www.thefreedomtheatre.org/>

CREDITS

Entre les Lignes est une publication du Collectif Urgence Palestine - Vaud. Les membres du comité de rédaction d'*Entre les Lignes* sont des membres du Collectif Urgence Palestine - Vaud. Toutes les personnes créditées ici effectuent leur travail de manière entièrement bénévole. Les articles publiés dans *Entre les Lignes* sont issus du travail de ces personnes, ainsi que de participations occasionnelles d'autres personnes.

Néanmoins, *Entre les Lignes* publie parfois des articles parus dans d'autres journaux ou sur la Toile et mentionne alors ses sources.

Comité de rédaction:

Caroline Finkelstein, Pierrette Iselin,
Marie-Ange Méhay-Christophel,
Pascaline Fahy

Rédaction:

Pierrette Iselin, Caroline Finkelstein,
Marie-Ange Méhay-Christophel,
Pascaline Fahy

Design:

Dana Issa

Impression:

Atelier Papyrus, Lausanne
www.atelierpapyrus.ch

S'ABONNER